

Nice, le 22 décembre 2023

Communiqué de presse

Dénonçons La loi immigration et demandons sa non-promulgation par le Président de la République

Nous, organisations syndicales CFDT 06, CGT 06, FSU 06, UNSA 06, Solidaires 06, dénonçons le cap franchi par le vote de la loi immigration le 19 décembre 2023 qui porte une atteinte fondamentale aux valeurs de la République.

La Loi sur l'immigration votée est la plus régressive depuis des décennies. Elle porte en son sein le rejet de l'autre et la rupture de l'égalité en instaurant la préférence nationale.

Elle remet en cause les droits du sol et les droits fondamentaux affirmés dans le préambule de notre constitution, issu du Conseil national de la résistance.

L'adoption de cette loi a fait sauter des digues, laissant le champ libre à une xénophobie aujourd'hui complètement décomplexée.

Les droits et conditions de vie et de travail des personnes étrangères, y compris celles présentes depuis longtemps en France sont gravement attaqués :

- Préférence nationale pour percevoir les allocations familiales,
- Enfermement et expulsions de personnes protégées au titre de la vie privée et familiale,
- Refus ou retrait du droit au séjour au motif de menaces à l'ordre public,
- Rétablissement du délit de séjour irrégulier,
- Atteintes au droit à la santé et à la vie familiale,
- Restriction de l'accès aux titres de séjour pour étudiant es et personnes malades,
- Mise en place et renforcement de tous les freins à l'intégration,

Faute de titre de séjour, la vie d'un nombre croissant de personnes étrangères en France, extrêmement précarisées, sera rendue infernale.

L'extrême droite a soufflé les mots et les idées de la loi sur l'immigration votée par les parlementaires. Qu'en est-il de la promesse d'un texte équilibré reprise ironiquement dans le titre de la loi : « Contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » ?

Les principes et les valeurs d'égalité, de solidarité et d'humanité, qui fondent notre République, semblent ne plus être aujourd'hui une boussole légitime de l'action gouvernementale.

Dans le respect des engagements qu'il a pris au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, nos organisations syndicales demandent au Président de la République de ne pas promulguer cette loi qui fait honte à notre pays.

Les mots, les actes et les valeurs de l'extrême droite centrés sur le rejet de l'autre et le repli identitaire n'offrent aucune perspective positive pour les citoyens et notamment les plus fragiles.

Face à ces graves attaques qui ne peuvent que fracturer notre pays, Nous, organisations syndicales qui combattons le racisme et prônons l'unité des travailleurs et des travailleuses, invitons toutes et tous à se mobiliser dans les prochains jours pour dénoncer cette loi, demandons au Conseil Départemental des Alpes-Maritimes de ne pas mettre en application cette loi et sollicitons à nouveau sa non-promulgation auprès du Président de la République.